



# La Commune



## l'expansion colonialiste continue

Publié le octobre 2003



Palestine

Trois ans après le début de la Deuxième Intifada, Israël renforce son occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza sous des formes multiples. La plus spectaculaire est sans conteste l'édification du Mur partant des limites nord de la Cisjordanie et qui devrait atteindre d'ici un mois une garnison militaire située dans la banlieue nord de Jérusalem. Il resterait alors moins d'une centaine de kilomètres à achever pour que le peuple palestinien soit totalement enfermé.

Ce Mur ne suit pas la Ligne Verte, la démarcation délimitant les conquêtes sionistes de 1967, mais empiète d'une profondeur de six à sept kilomètres à l'intérieur de la Cisjordanie. L'esprit impérialiste d'Israël est remarquablement résumé par cette réflexion d'un soldat israélien s'adressant à un vieil agriculteur palestinien : "Que faites-vous près de la clôture ? ", à quoi le paysan répond : "Que fait la clôture près de ma maison ?" (Le Monde, 28-29 septembre).

### Le mur et ses conséquences

Il y a actuellement près de 200 000 Palestiniens qui sont coincés entre le Mur et la Ligne Verte, nombreux sont ceux qui ne peuvent atteindre leurs champs, à l'heure où commence la récolte des olives, première source de subsistance pour eux. D'autres ont dû quitter précipitamment leur domicile, considéré comme situé en zone stratégique, comme à Nazlat Isla. Un exemple concret de cette continuité impérialiste : le village de Kaffin avait été dépouillé de 70 % de ses terres en 1948 lorsque les sionistes se sont installés ; le maire du village constate qu'en 2003, le tracé de la "clôture", plus justement appelée "Mur de l'Apartheid", a encore retiré 70 % des terres restantes aux villageois. Il apparaît clairement que les Palestiniens sont repoussés plus à l'Est, et sur un territoire théoriquement sous contrôle de l'Autorité Palestinienne née des Accords d'Oslo de 1993 mais infesté de colonies et de soldats sionistes sur les 4/5 de ce territoire. Les oliviers arrachés aux paysans s'en vont garnir les jardins des bourgeois sionistes en "territoire d'Israël". La simple circulation d'un village à l'autre, d'une ville à l'autre, devient impossible, tout comme l'accès aux champs "clôturés". Pour ces derniers, l'armée sioniste prétendait que les paysans pourraient y accéder en franchissant certaines portes aménagées dans le Mur. En fait, soit ces portes sont fermées, soit les militaires laissent passer qui ils veulent quand ils veulent, au gré de leur humeur. Ainsi les Palestiniens sont-ils prisonniers dans leur propre pays, comme le peuple noir dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid. De plus, leur appauvrissement s'amplifie : non seulement ils n'ont plus accès à leurs champs, mais ceux qui venaient louer leurs bras dans des entreprises israéliennes ne le peuvent plus ! Israël n'a plus besoin de main-d'oeuvre locale, car il importe des travailleurs immigrés d'Asie ou des Balkans qui remplacent les Palestiniens comme victimes de la surexploitation. Il est intéressant d'entendre le secrétaire du parti "laïc" (et même "ultra-laïc", d'après la presse) Shinorû, participant au gouvernement Sharon, déclarer : "Nous allons mettre au travail les Israéliens qui ne le veulent pas et renvoyer chez eux les immigrants non juifs venus travailler en Israël et remplacer les Palestiniens". Le programme d'action de ce monsieur n'est pas sans rappeler quelques démagogues fascisants de l'Hexagone. Il indique par ailleurs clairement qu'Israël traverse une crise économique sans précédent et que, s'il y a un prolétariat en Israël, il n'y a pas de classe ouvrière organisée, l'unique "syndicat", le Histadrout, étant une institution d'État, une émanation de l'État sioniste au même titre que l'armée.

### La voie de la "feuille de route"

Dans ces conditions, plus personne ne croit aux prétentions du "Quartet" (regroupement sous l'égide de Washington incluant l'ONU l'UE) d'imposer la célèbre "feuille de route" qui se racornit à vue d'oeil. Rappelons qu'elle prétendait créer un État-croupion en 2005 en octroyant au peuple palestinien une partie de ses multiples îlots arides déjà accordés en 1993 et couverts de colonies sionistes en dépit des textes caducs d'Oslo.

Le gouvernement Sharon a finalement renoncé provisoirement à liquider ou évincer Arafat, mesurant les conséquences d'un tel geste. En revanche, il vient de faire arrêter le responsable du Jihad islamique en

Cisjordanie et continue les incursions meurtrières à Gaza et autres lieux. Ahmed Qoreï, président du Conseil Législatif palestinien, essaie d'intégrer les membres du Hamas dans son gouvernement, au grand dam des sionistes et de Bush qui préféreraient un cabinet de "techniciens" sans principes ou à géométrie plus variable, comme Salah Fayad, ministre des Finances. De fait, Bush et Sharon sont d'accord sur l'essentiel, la réduction du peuple palestinien à la portion la plus congrue possible, et discutent de manière byzantine de l'intégration d'une colonie de 16 000 membres, Ariel, à l'intérieur ou non du tracé du Mur. l'indécence de ces discussions ne peut occulter la réalité : sauf par génocide, on n'efface pas un peuple, et le peuple palestinien est meurtri, mais debout.